



L'IRAK : Un Espoir Pour L'avenir Ou Toujours Un Etat Paria ?

Mémoire de géopolitique

du

dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique du Proche et Moyen-
Orient »

Directeur : M. Eclen

Fiche de présentation documentaire

1. **Titre du Mémoire : L'IRAK : Un Espoir Pour L'avenir Ou Toujours Un Etat Paria ?**
2. **Nom du fichier : ZTOLOMEG3103.doc**
3. **Identité de l'auteur : LCL Tolometti et LCL Pongsan Kaewprakit**
4. **Date de rédaction : Mars 2003**
5. **Division de l'officier stagiaire : C4**
6. **Nature du travail : Mémoire de géopolitique**
7. **Résumé de synthèse du travail :** Dans ce mémoire on examinera le développement de l'Irak, d'un ancien empire mondial au pays ravagé par deux guerres coûteuses récentes, des sanctions de l'ONU, paralysé par une tyrannie, menacé par une autre guerre d'une coalition menée par les Etats-Unis. Mais l'Irak dispose des plus grosses réserves du Moyen-Orient et donc du monde après l'Arabie Saoudite. Sur le point d'une catastrophe potentiel l'Irak peut-il revenir dans le concert des nations ? On considère deux scénarios du futur de l'Irak : Saddam reste en pouvoir ou le régime irakien change.
8. **Mots clés :** Irak, embargo, Golfe, pétrole, Etats-Unis, Saddam, ONU, sanctions

Partie I :
Généralités de l'Irak

Partie II :
La Politique

Partie III :
Le Futur

Sommaire

PREFACE	5
INTRODUCTION	5
1. <i>Le But</i>	7
I PREMIÈRE PARTIE : GENERALITES SUR L'IRAK	
1. <i>Géographie</i>	7
2. <i>Histoire: De Sumer à Saddam</i>	8
3. <i>Le paysage et les ressources</i>	10
4. <i>Population</i>	12
5. <i>Religion</i>	13
6. <i>La Culture</i>	14
7. <i>Economie</i>	14
II. DEUXIEME PARTIE : LA POLITIQUE	
1. <i>Parties politique du pays</i>	17
2. <i>Parties d'opposition</i>	18
3. <i>Le Gouvernement</i>	21
4. <i>Politique du Régime</i>	23
5. <i>Résolutions de l'ONU</i>	24
6. <i>L'instabilité politique</i>	25
III. TROISIEME PARTIE : LA POLITIQUE	
1. <i>Les options</i>	27
2. <i>Le Statu Quo</i>	27
3. <i>Changement du Régime</i>	27
4. <i>Conclusion</i>	31
BIBLIOGRAPHIE	34
ANNEXE 1 :	LE PAYSAGE ET LES RESSOURCES DE L'IRAK
ANNEXE 2 :	SANTE ET DEMOGRAPHIE - IRAK
ANNEXE 3 :	CHIFFRES D'ECONOMIE DE L'IRAK
ANNEXE 4	LES RESOLUTIONS DE L'ONU

PREFACE

La guerre commence depuis le 19 mars 2003 et la coalition d'alliés est en train de « libérer » l'Irak dépendant de sa pointe de vue. Ce mémoire avait été écrit avant le déclenchement de cette guerre et on a atteint deux options en ce qui concerne le futur de l'Irak. Les deux options discutent le futur de l'Irak, c'est à dire : si le régime du Saddam Hussein reste en pouvoir ou Saddam quitte le pays et l'Irak devient un pays démocratique. Evidement, le futur sera la dernière option. La guerre ne touche pas les conclusions de ce mémoire. Les options discutées sont toujours valables et le futur de l'Irak se dirige vers une direction incertaine mais, on présume, vers la démocratie et, on espère, pour le bien.

INTRODUCTION

L'Irak est un pays ancien avec 7,000 ans d'histoire. Il a contribué au monde les mathématiques, la roue, l'écriture et un calendrier. Les archéologues ont dévoilé les archives du roi Sargon qui a fondé le premier empire de Mésopotamie et Hammurapi, le donneur des lois. Il était le berceau de l'empire perse et les jardins suspendus de Babylone, un des sept merveilles du monde. Au cours des dernières années l'Irak est doté avec des ressources pétrolières qui est juste derrière les ressources du plus grand producteur mondial : l'Arabie Saoudite. Pour un tel pays avec un tel patrimoine et une telle richesse, on aurait attendu à ce que ce pays soit parmi les premiers pays du monde contribuant au développement des autres pays qui n'ont pas de la même chance. Malheureusement, au lieu de cela, on a un pays ravagé par deux guerres coûteuses récentes, des sanctions de l'ONU, paralysé par une tyrannie, menacé par une autre guerre d'une coalition menée par les Etats-Unis. Sur le point d'une catastrophe potentiel l'Irak peut-il revenir dans le concert des nations ? Dans ce mémoire on examinera l'histoire du pays, comment il avait eu développé d'un ancien empire mondial au pays qui était formé par des pays occidentaux dans le vingtième siècle à devenir comme partie des alliances dominées par les pays occidentaux. Il était un allié des pays occidentaux pour redresser l'équilibre du pouvoir dans la région. Quand Saddam est venu au pouvoir il était un grand ami des pays occidentaux qui étaient très contents de fournir le pays avec des contrats d'équipements militaires de valeur des milliards de dollars. L'occident a fermé les yeux sur les méthodes du régime irakien pendant que l'Irak reste amiable à la politique occidentale.

Même quand Saddam avait lancé une guerre contre l'Irak les pays occidentaux ont considéré l'Irak comme ami contre la menace fondamentaliste de l'Iran. Malgré le fait que Saddam avait utilisé des tactiques meurtrières pour rester en pouvoir, il restait un homme fort parmi les autres dirigeants du Moyen Orient plus discutables. Pendant cette époque-la, les forces d'opposition avaient disparus sous la répression de l'homme fort de Bagdad. Contre ses ennemis personnels et politiques, la soif de vengeance de Saddam était (et est toujours) inextinguible et sans pitié. Les vestiges d'opposition s'enfouissaient en exil. Ils restent actuellement plusieurs différentes composantes de l'opposition qui trouvent une solution mutuelle difficile à accomplir à cause de leurs différentes convictions et politiques. Saddam avait fait une grande erreur de calcul quand il avait envahi le Kuwait. Le monde entier a mobilisé contre lui pour le repousser. Depuis cette débâcle, la combinaison des sanctions de l'ONU et l'imposition d'une zone « non-vol » a réduit le pays à un pays divisé, appauvri et politiquement isolé. Il est revenu vers le tiers-monde. Dans ce mémoire, on discutera que l'avenir dépend sur deux conditions : Primo, ce pays a le potentiel de reprendre, à long terme, sa place dans la communauté mondiale mais il faut évincer Saddam et il faut que l'opposition réunisse et qu'elle forme un gouvernement viable. L'opportunité pour attirer l'investissement étranger et donc améliorer le niveau de vie des citoyens irakiens serait très bien. L'Irak possède toujours la main-d'œuvre et les ressources de changer ses fortunes pour le mieux. Secondo : si Saddam reste en pouvoir l'avenir pour le pays sera limité. Il reste une chance que, si l'équipe d'inspection de l'armement trouve qu'il n'y pas d'évidence d'armements de destruction massive et si les Etats-unis ne l'envahit pas, les sanctions seront réduites. Néanmoins, pendant que Saddam reste en pouvoir, l'Irak ne réalisera jamais sa pleine potentielle économique, une potentielle qui sera discuté au-dessous.

On va traiter ce sujet par discuter les fait fondamentales concernant l'Irak- la géographie, l'histoire, les ressources naturelles, etc. pour donner le lecteur une base de connaissance sur le pays. Sur cette base on peut se rendre compte mieux des actualités aujourd'hui en ce qui concerne la politique, le gouvernement et le peuple.

Le But

Compte tenu des événements récents et donc, la possibilité d'une invasion. Cette mémoire discutera comme but les options futures pour l'Irak si Saddam reste en pouvoir ou si d'une façon ou d'une autre il perd le pouvoir.

PREMIÈRE PARTIE : GENERALITES SUR L'IRAK

Géographie

L'Irak a d'abord été connu sous le nom de Mésopotamie, "Mésos potamos" signifiant pays entre les fleuves. Les frontières de l'Etat actuel, en grande partie artificielle du fait du découpage, parfois arbitraire, opéré par les grandes puissances à l'issue de la 1^{ère} guerre mondiale, délimitent un territoire d'une superficie d'environ 440 000 km².

L'Irak comporte un nombre élevé d'Etats limitrophes puisque pas moins de 6 pays ont une frontière commune avec celui-ci : la Turquie, la Syrie, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Iran.

Le pays est dominé par la vaste plaine de la Mésopotamie où coulent, en direction du Golfe arabo-persique, le Tigre et l'Euphrate, prenant tous deux sources en Turquie, l'Euphrate effectuant en outre un long trajet en territoire syrien avant de s'écouler en Irak.

Le nord est occupé par les hautes montagnes du Kurdistan qui, avec des sommets dépassant les 3 000 mètres, prolongent le Taurus turc ou le Zagros iranien. Au Nord-ouest, les plateaux steppiques aux confins de la Turquie et de la Syrie s'abaissent en pente douce vers une large plaine alluviale formée par les vallées du Tigre et de l'Euphrate : la Mésopotamie proprement dite. Aux environs de Bagdad, les deux fleuves se rapprochent puis s'étalent dans une basse plaine marécageuse, avant de confluer pour former le Chatt Al-Arab débouchant sur le Golfe arabo-persique par un vaste delta.

L'Irak ne dispose que d'une vingtaine de kilomètres de côtes lagunaires, défavorables à des installations portuaires mais qui sont la seule ouverture sur le Golfe arabo-persique.

Histoire : De Sumer à Saddam

Pour mieux comprendre la situation dans le pays entre les factions rivales et son rapport avec les pays à l'extérieur, il est important de souvenir l'histoire du pays.

L'Irak a une histoire très ancienne et très riche, qui explique l'importance de son patrimoine archéologique. Il est situé dans la région de l'ancienne Mésopotamie, l'un des berceaux de la civilisation de l'Antiquité où s'est succédé à partir du 6^{ème} millénaire av. J-C de nombreux peuples tels que les Sumériens, les Assyriens, les Babyloniens, les Perses, les Grecs - Alexandre le Grand meurt à Babylone en 332 av. J-C -, les Parthes, les Romains, d'autres encore.

Les Arabes conquièrent la Mésopotamie au VII^{ème} siècle ap. J-C et fondèrent des cités fortifiées et prospères sur les plans économiques, culturel, politique et religieux, notamment avec la dynastie des Omeyyades puis celle des Abbassides.

Cette période prospère prit fin lors de la conquête mongole au XIV^{ème} siècle avant de passer sous la domination ottomane au XVI^{ème} siècle jusqu'à l'occupation de l'Irak en 1917 par les Britanniques qui héritent d'un mandat sur ce pays en 1920 lors de la conférence de San Remo. Cette dernière confirme en fait les accords Sykes-Picot de 1916, accords secrets franco-britanniques relatifs au démembrement et au partage entre les Alliés des provinces non-turques de l'Empire ottoman.

En 1921, les Anglais intronisent l'émir Hachémite Fayçal 1^{er}, fils du chérif¹ de la Mecque. Puis ils mettent fin à leur mandat en 1930, et l'Irak obtient l'indépendance. Mais le Kuwait ne fut pas partie de ce nouveau pays. Les Britanniques ôtèrent l'Irak la province de Kuwait pour balancer les ressources entre les autres gens arabes autour la région. Comme on a vu, cette action avait entraîné des conséquences historiques. Il était un acte délibéré d'affaiblir le pouvoir de nouvel état et depuis cette époque-la, l'Irak a toujours revendiqué le « province irakien » du Koweït. Au nord, les frontières artificielles ont reparti les tribus kurdes en laissant une autre source des problèmes au futur.

¹ Chérif : prince musulman descendant de Mahomet par Ali et Fatima.

L'Irak et la Jordanie avaient en commun leur lien avec la dynastie des Hachémites. Cette dynastie qui, au début du XX^e siècle, contrôlait encore les villes de Médine, La Mecque, Damas, Jérusalem et Bagdad. Du temps de la monarchie en Irak, les relations entre les deux capitales étaient excellentes, si bien qu'au début de l'année 1958 on envisageait sérieusement la fusion des deux royaumes. Malheureusement, la royauté hachémite perdure jusqu'au 14 juillet 1958, date à laquelle un groupe d'officiers nationalistes de gauche renverse le roi Fayçal II² qui est exécuté.

Le général Kassem prend le pouvoir³, imposant une véritable dictature mais il est à son tour renversé cinq ans plus tard, le 5 février 1963, par une coalition de nassériens et de baasistes. Les frères Aref, tous deux généraux, vont alors exercer successivement les fonctions de président de la République, évinçant le parti Baas du pouvoir dans des soubresauts sanglants.

Mais ce parti va réussir à revenir au sommet de l'Etat grâce au putsch, le 17 juillet 1968, du général Ahmad Hassan al-Bakr, responsable de l'organisation militaire du Baas, lequel devient alors président de la République. Son cousin, Saddam Hussein, secrétaire général du Baas, parti unique qui depuis gouverne l'Irak, devient alors vice-président du Conseil de commandement de la révolution (CCR).

La répression s'installe, cependant que Saddam Hussein poursuit son irrésistible ascension : en 1979, il cumule la présidence de la République et celle du CCR. Parmi les quelque 500 exécutions qui marquent cette accession au pouvoir, celle de son premier artisan, Hassan al-Bakr.

² Et par là même le gouvernement anglophile de Nouri Saïd.

³ Il est en fait Premier ministre car la présidence de la République est assurée par un Conseil de souveraineté de



Le paysage et les ressources

Les ressources du pays sont principalement minérales. Le produit le plus important est le pétrole et le gaz. L'Irak possède le plus importante source de pétrole du monde à l'exception de l'Arabie Saoudite. Les champs de pétrole sont situés dans trois régions : autour du Golfe de Perse près de Basra ; dans le nord du pays près de Mosul et Kirkuk ; et dans l'est du pays près d'une ville qui s'appelle Khanaqin. Il y a des petits dépôts de sel, de charbon, de gypse et de sulfure. La partie du pays comprennent du terrain plus riche et fertile. Une carte est joint à l'annexe 1.

L'Irak possède les ressources de pétrole qui seraient de plus en plus indispensables du monde à l'avenir. Le potentiel de cette ressource donne l'Irak l'opportunité de soigner son

économie et réaffirmer sa position dans le monde convenant à ses richesses. La contribution du pétrole a traité en détail sous « L'économie ».

La maîtrise des eaux a longtemps été imparfaite. Les problèmes de l'eau contribuent à compliquer la situation dans le pays autant que les relations interétatiques entre des voisins. Les tensions sont fortes, mais en même temps, les différentes parties se sont constamment efforcés de parvenir à des arrangements sur la répartition des eaux sans autant aboutir. Au cours de la première moitié du XX^e siècle, des aménagements de plus grande ampleur sont entrepris. Des barrages de dérivation sont construits pour alimenter les canaux d'irrigation. L'extension des possibilités agricoles qui en résulte est complétée par le recours à des procédés individuels : machines élévatoires, norias, pompes à moteur. La construction par la Syrie du barrage de Tabqa en 1973 provoque une vive réaction de la part de l'Irak plus en aval. L'Euphrate fournit en effet 37% des eaux d'irrigation de l'Irak. Le remplissage du lac Assad a privé temporairement l'Irak d'une partie des eaux de l'Euphrate mais les évaluations des deux pays diffèrent. Pendant la période de sécheresse des années 1980, l'Irak a accusé plusieurs fois la Syrie de retenir les eaux de l'Euphrate. Grâce à la coopération internationale, une partie des dégâts causés au réseau d'eau potable a pu être réparés.

L'affrontement le plus sérieux entre la Turquie et ses voisins avait lieu lors du remplissage du lac de retenue du barrage Atatürk au début de 1990. La Turquie est accusée de ne pas avoir honoré les engagements antérieurs. La Turquie a manifesté son désir à accéder à la demande de ses co-riverains de conclure un accord sur des quotas de répartition. Pour elle, les déficits en eau en aval sont liés à une mauvaise gestion (utilisation de techniques plus économes). Elle soutient que l'accord de 1987 sur les quantités en Syrie est définitif et rejette les demandes conjointes de la Syrie et de l'Irak pour une augmentation des quotas. La querelle sur le partage des eaux a resurgi en 1995, après l'annonce par Ankara de la construction d'un barrage à Birecik, à moins de 50 km en amont de la frontière syrienne. On peut voir les sites des barrages sur la carte à l'Annexe 1. Les problèmes cités par les responsables syriens et irakiens sont que, selon la loi internationale, la Turquie ne peut établir ce quatrième barrage avant un accord tripartite turco-syro-irakien est que l'eau est si polluée que c'est une menace pour la population en aval.

Population

La population de l'Irak est diverse et sera le plus grand obstacle vers un régime plus stable. Un gouvernement futur doit avoir la capacité de trancher les différends historiques des gens autour du pays. La population du pays est 24, 001, 816 habitants⁴. 70% de population est urbaine. 75% de population est arabe. 15-20% est kurde et cette tribu fait partie de 20 millions de Kurdes ethniques habitant dans les régions montagneuses de l'Irak, de l'Iran, de la Turquie et la Syrie. Les Kurdes sont le plus grand groupe ethnique non-arabe qui ne possèdent pas un état au Proche Orient et leur désir pour l'autonomie et la patrie a créé des luttes nombreuses contre leurs pays hôtes. Chaque gouvernement depuis la révolution de 1958 a essayé d'apaiser les aspirations kurdes par les négociations et les offres de l'autonomie. Chaque gouvernement a fini par les combattre. On estime que ce soulèvement a mené aux morts d'au moins de 180,000 Kurdes. Ils habitent dans une zone de sécurité kurde, placée sous la protection des Nations unies sous l'égide de la Résolution 688 en 1992 et il jouit d'un degré d'autonomie au Nord du pays dont ils bénéficient depuis ce temps-là. Ils ont pris les signes de l'extérieur de l'état tels que l'armée kurde, une chaîne de télévision kurde et une constitution. Les Arabes de marais sont surtout des sunnites qui habitaient les marais entre les fleuves l'Euphrate et le Tigre. Les Arabes marais étaient déplacés après une révolte à côté des sunnites suivante la guerre du Golfe. Les marais étaient écoulés. Les autres minorités sont turkmènes qui habitent au nord du pays et qui sont parents par alliance avec les Turques. Une partie de turques habitent à côté des kurdes et l'autre oppose la création d'un état kurde. Les Assyriens sont les descendants des anciens empires de Babylonie et d'Assyrie. Ils sont chrétiens et ils étaient massacrés par le militaire irakien en représailles de l'aide qu'ils ont fourni aux britanniques, l'ancien pouvoir colonial. Après une époque de répression par les Irakiens il paraît qu'il y a une réconciliation ces derniers temps avec le gouvernement. A l'autre côté, les chrétiens tiennent 5 places dans l'Assemblée nationale kurde. Le parti le plus important est le Mouvement démocratique assyrien⁵.

La détresse de la population empire depuis la guerre du Golfe. Dans la schéma de l'ONU du « pétrole contre de la nourriture », 70% de la revenue de ventes pétrolière est dédiée vers la nourriture. 60% de la population dépendent des vivres du gouvernement. Les conséquences

⁴ Population Data.net

⁵ BBC News website, 27/2/2003

sont graves. La situation sanitaire, notamment pour les pauvres, les enfants et les personnes âgées est extrêmement préoccupante : le taux de mortalité infantile est particulièrement élevé pour un pays disposant d'un tel potentiel pétrolier et les médicaments, malgré des accords avec l'ONU ; manquent cruellement pour soigner les infections. La situation de l'eau potable, discutée en détail plus tard dans ce mémoire, est particulièrement grave. Une large partie de la population en est réduite à boire l'eau polluée des fleuves. Ajoutant ainsi les risques de dysenterie ou de malaria à la malnutrition endémique qui la frappe. Même la polio reste endémique dans le pays, une maladie inconnue autour du reste du monde. Selon la Croix Rouge, « la situation continue à se dégrader de jour en jour ». En termes de santé publique et d'éducation, le pays est redevenu au tiers monde. Les chiffres à l'Annexe 2 parlent d'eux-mêmes.

Religion

95% de la population de l'Irak est musulman. 65% de musulman sont Chiites, le reste est Sunnite. Les sunnites habitent dans la région autour de Bagdad et Tikrit. Les sunnites forment la minorité de la population mais ils tiennent le pouvoir depuis la création de l'Irak en 1921. Leur domination date de 16ème siècle à l'époque des Ottomans. Les sunnites dominent la région centrale, la politique, les armées, le gouvernement et plus important, les forces de sécurité. Les Sunnites sont souvent urbaine et les plus cultivés. Les Chiites habitent dans le centre et au sud du pays et représentent le groupe ethnique le plus important d'Irak. Ils sont dominés par les sunnites qui les excluent de pouvoir. Les groupes d'opposition ont été réprimés et un nombre de dirigeants ont été tués. Avant la guerre du Golfe les chrétiens comptent un millions de gens. Actuellement on estime qu'il y en a 650 000. Parmi les sectes de chrétiens sont les Nestoriens et les chrétiens jacobites et ils habitent en bonne harmonie avec leurs voisins pour décennies. Les chrétiens habitent au nord du pays mais aussi à Bagdad. Les chrétiens ont achevé une bonne ascension dans le régime de Saddam. Le Député Premier Ministre, Tariq Aziz est le plus célèbre entre eux. Yazidis habitent dans les collines au nord de Mosul. Il y a une petite communauté située à Bagdad.

Depuis l'accession du pouvoir du parti Baas les musulmans ont été considéré comme les principaux ennemis du régime. On va traiter l'impact politique du parti plus tard dans ce document, mais, en ce qui concerne l'impact religieux le parti Baas a eu un effet très profond. Le mot d'ordre du parti était : laïciser le pays. La répression des mouvements islamistes se

montrait impitoyable. L'Irak se proclamait alors l'état le plus séculier de la région. Au moment de la crise du Golfe, tout change. Saddam comprend de quel potentiel explosif l'islam est porteur et il réalise qu'il pourrait lui permettre de recevoir le soutien de l'Oumma (la communauté mondiale des musulmans). L'instrumentalisation de la religion à son seul profit a été commencée. Il devient interdit de consommer de l'alcool dans les lieux publics. L'apprentissage du Coran devient obligatoire à l'école et la formule « Allah Akbar » est désormais imprimée sur chaque drapeau. L'Irak est un pays qui a retrouvé la foi mais c'est une fois fondée sur la souhante de Saddam pour qu'il en profite.

Culture

La culture de l'Irak est riche à cause de son long histoire. L'origine de la culture de l'Irak est essentiellement arabe malgré le fait que le pays était le berceau des civilisations de Babylonie et Assyrie avant le septième siècle. L'influence arabe est représenté par les antiquités survivants y compris le Mosquée de Kadhimain, le palais de Abbasid et le lieu de pèlerinage de Samarra.

La culture de l'Irak, basée dans tant d'histoire, a beaucoup d'offrir le monde.

Economie

L'économie de l'Irak est basée sur l'industrie pétrolière. L'Agriculture est le première origine de revenus pour la plupart des gens. La culture la plus importante pour exportation est la datte mais les autres produits sont blé, riz et orge. La reproduction de bétail et la pêche sont autres importantes occupations. Mais, c'est l'industrie pétrolière qui domine et celle de l'agriculture qui se dégrade (Annexe 3). L'économie a souffert gravement à cause de la guerre du Golfe. Après la guerre, l'Irak avait une dette de 75 milliards de dollars la plupart de laquelle au Kuwait et à l'Arabe Saoudite. L'économie avait souffert de plus à cause de l'embargo imposé par l'ONU. Pour alléger le fardeau du peuple irakien, l'ONU a voté en 1995 de permettre à l'Irak d'exporter des montants limités de pétrole pour acheter de la nourriture, de la médication et d'autres articles de nécessaires.

La guerre Iran-Irak a permis le resserrement des liens entre Bagdad et Amman. Le port d' Akaba, en Jordanie, eut une importance vitale pour les approvisionnements irakiens tout au long du conflit. La Guerre du Golfe a confirmé et a conforté la Jordanie dans son rôle d'entrepôt de transit, en devenant pour l'Irak une sorte de « voie sacrée ». Cette position s'est révélée source de généreux profits pour la Jordanie et cela est toujours vrai aujourd'hui tant que dure l'embargo.

En moins d'un quart de siècle, l'Irak, pays en plein essor démographique, a su exploiter la manne pétrolière pour transformer profondément l'économie par la réalisation de grands projets. Mais, si l'industrialisation et la croissance urbaine sont spectaculaires, la question agricole reste entière ; l'Irak, comme beaucoup de pays arabes, souffre de sa dépendance alimentaire.

L'Irak est un vieux pays pétrolier du Moyen-Orient, et ses réserves(13,6 milliards de tonnes) sont considérables. L'Irak est le premier pays arabe où du pétrole a été découvert. Les premières découvertes «d'or noir » remontent à 1927 dans la région de Kirkouk. Son évacuation se révélant délicate, la production a stagné entre 3 et 4 millions de tonnes annuelles jusqu'en 1947. Dès les années trente, le pétrole devient la principale ressource du pays. Le véritable essor est pris dans le courant des années 1950. Les compagnies internationales boycottent le pétrole iranien après sa nationalisation, en 1951 ; en contrepartie, elles encouragent la production irakienne, qui va très rapidement dépasser 40 millions de tonnes. En 1960, l'extension des champs pétrolifères au nord du pays (Kirkouk, Ayn Zala), la découverte de nouveaux gisements en basse Mésopotamie, à proximité du golfe (Rumayla, Khawr al-Zubayr), permettent d'alimenter, à hauteur de 100 millions de tonnes annuelles, un marché mondial en pleine expansion. Dès lors, le pétrole joue un rôle essentiel, mais probablement disproportionné, dans l'économie. Il représente la base concrète sur laquelle on s'appuie l'effort de développement. Le gouvernement irakien crée sa propre compagnie, l'Irak National Oil Company (INOC), qui entre en conflit avec l'Irak Petroleum Company (IPC). Amorcée dès 1972, la nationalisation des hydrocarbures est rendue effective en 1975. Encouragée, la production culmine à 170 millions de tonnes en 1979 ; depuis, elle connaît de forte fluctuation. Son niveau est étroitement lié à l'évolution des conflits dans lesquels l'Irak s'est engagé, et surtout aux conséquences de la guerre du golfe. La faiblesse des autres ressources naturelles n'autorise pas une grande diversification dans ce domaine. Le soufre

extrait à Machraq soutient une production d'acide sulfurique. Aux confins de la plaine mésopotamienne et des plateaux calcaires occidentaux, un complexe d'engrais phosphatés est alimenté par la mine d'Akachat.

Le quintuplement des prix en 1973, permet à l'Irak de renforcer ses programmes d'éducation, d'irrigation et d'industrialisation. Cas unique dans le monde arabe, l'Irak était en passe d'atteindre l'autosuffisance alimentaire en 1980. Mais la guerre avec l'Iran, suivie de la guerre du Golfe et de ses conséquences (blocus sur les produits pétroliers irakiens) ont très sérieusement dégradé la situation interne du pays, sur le plan sanitaire notamment. Saddam Hussein doit donc transiger avec ses vainqueurs et ne plus soustraire aux regards Onusiens, les éléments les plus sophistiqués de son potentiel militaire, dans lesquels le pays a consacré 40% de son P.N.B. depuis 1980.

L'économie irakienne survit en attendant la levée des sanctions. La raréfaction des produits de consommation, en particulier des denrées agricoles, due aux mauvaises conditions climatiques et à l'absence d'engrais, expliquent le développement du marché libre et la flambée des prix. Les contacts se multiplient avec les investisseurs étrangers pour un redémarrage de l'économie du pays.

Bagdad continuera à fournir du brut à ses voisins hors régime des sanctions. Alors que les Etats-Unis préparent activement la guerre contre l'Irak, la question du pétrole refait surface. Qui reprendra l'exploitation de la deuxième réserve mondiale d'or noir ? Les Etats-Unis (et ses alliés?) bien entendu.

Grâce à l'industrie pétrolière, la potentielle d'attire d'investissement étranger est grand. Il représente un Eldorado pour tous les entreprises mondiales. La basse niveau d'infrastructure et d'investissement actuel est à un tel niveau qu'il faudra dépenser un énormément d'argent pour lever l'efficacité de l'industrie. Même actuellement, face à la possibilité d'une autre guerre quelques entreprises se positionnent pour le futur. Si l'Irak réalise le potentiel énorme de l'industrie pétrole, il serait l'un de les plus forts pays dans la région.

DEUXIEME PARTIE : LA POLITIQUE

Parties politiques du pays

Pour évincer un dirigeant, il faut savoir qui mettre à sa place, on peut dire. C'est la difficulté majeure que tente de résoudre l'administration Bush, occupée à préparer le changement de régime en Irak. En plus, si Saddam est éliminé, les rivalités ethniques risquent fort de dégénérer en guerre civile. Les Sunnites, dans le centre du pays, redoutent que les intérêts de leur communauté ne soient subordonnés aux exigences des Kurdes et des Chiites. Dans le nord du pays, depuis la fin de la guerre du Golfe et grâce à la protection militaire alliée, le Kurdistan irakien échappe au pouvoir central et jouit d'une autonomie de fait. Après une première phase de chaos et de violents affrontements inter-kurdes, cette région jouit aujourd'hui d'une relative stabilité ainsi que d'une prospérité économique liée aux taxes prélevées sur les flux de marchandises en provenance de la Turquie. L'assemblée régionale initiale était basée à Arbil pour deux ans jusqu'à la scission en deux pendant une guerre civile kurde. Après de la pression intensive américaine ils ont fait la paix et le parlement s'est réuni à nouveau. Les Kurdes ne renonceront pas volontiers au degré élevé d'autonomie dont ils bénéficient. Quant aux Chiites, groupe ethnique le plus important d'Irak, ils voudront une place dans l'appareil étatique, eux que tous les régimes Sunnites ont systématiquement tenus à l'écart du pouvoir. Outre qu'elles fragiliseront le gouvernement de transition, ces tensions seront une cause d'instabilité régionale.

Les forces révolutionnaires qui renversèrent la monarchie correspondaient à un mélange de revendications progressistes et nationalistes ce qui explique le clivage opposant les baasistes aux nassériens. Au début, l'idéologie du parti Baas (« Renaissance » en arabe) était un mélange de socialisme et de nationalisme pan arabe. Le différent entre nassériens et baasistes portait non seulement sur le rôle de l'unité pan arabe mais aussi et surtout sur la place respective de Bagdad et du Caire dans cette unité. L'objectif du parti Baas a toujours été de faire de l'Irak une grande puissance régionale, fondée sur la modernité sociale, la laïcité et la cohabitation des différentes composantes ethniques et confessionnelles du pays. Son dirigeant, Saddam, était le nouvel Nasser. Le Baas proclame en effet que « les Arabes forment une seule nation », et s'il ne fait pas de référence directe à l'Islam dans la Constitution, c'est pour accentuer son caractère laïcisant et montrer son souci de créer un

arabisme unitaire, qui refuse aux diverses communautés un quelconque pouvoir politique ou administratif. Incontestablement, le Baas est conscient que les antagonismes internes compromettent l'unité de la nation arabe, sa cohésion et donc sa puissance. Cependant, s'il ne tient pas compte des phénomènes ethno-religieux, le parti Baas demeure contrôlé par la minorité arabe sunnite du centre de l'Irak, et plus précisément par la famille prise au sens large de Saddam Hussein, qui est originaire de la région de Tikrit. Plus qu'un parti de masse, le Baas est un parti d'encadrement des masses, dont la base sociale est traditionnellement la classe moyenne.

Mais, ces derniers temps, le parti Baas a connu un affaiblissement⁶. Après avoir culminé à 1 800 000 en 1990, les effectifs du parti avaient chuté de 40% à la veille du 10ème congrès de 1991. La baisse se poursuivra lors des 11ème et 12ème congrès en 1996 et 2001. Ces pertes ont diminué la capacité du Baas à diriger l'Etat et à contrôler la société. Malgré cela, la nature impitoyable du régime assurera que le pouvoir de Saddam restera inchangé. C'est à dire, inchangé à moins que le pouvoir ne soit vaincu par force. Qui seront les partis politiques qui pourront donner à l'état la légitimité et la stabilité politique post-Saddam ?

Parties d'opposition

Il y a une école de pensée qui dit qu'il n'y a rien de forces d'opposition irakiennes. Le Parti socialiste arabe Baas de Saddam Hussein a systématiquement éradiqué tout ce qui pouvait s'apparenter de près ou de loin à une force d'opposition organisée.

Le Conseil national irakien (CNI) a été créé lors de la Conférence de Vienne en juin 1992, cette plate-forme se proposait, en théorie, de fédérer tous les courants de l'opposition, depuis les islamistes basés à Téhéran, à Damas et dans plusieurs capitales d'Europe jusqu'aux nationalistes arabes réfugiés en Syrie, en passant par les deux grands partis kurdes et les communistes. En réalité, le CNI est l'œuvre d'un seul homme, Ahmed Chalabi. Par rapport de l'histoire de l'opposition irakienne il est atypique. Non seulement il vient du monde des affaires, mais il ne peut se prévaloir d'aucune activité politique connue antérieure à 1990. Mais cette organisation n'est pas sans des querelles internes et divisions à cause des divergences de vue de la gestion, les contradictions politiques et idéologiques. Le CNI a été

⁶ (Le Monde Diplomatique Jan-Feb 2003)

déserté par les deux principales tendances historiques de l'opposition irakienne : les forces islamistes et les communistes. En plus il a essuyé un revers terrible lorsque plusieurs divisions de l'armée de Saddam pénètrent au Kurdistan et exécutent plusieurs de ses cadres pendant quelques heures de l'occupation d'Erbil. Le CNI se replie à Londres. Néanmoins, il est bien placé avec des ressources financières grâce à une bonne partie des 97 millions de dollars voté par le Congrès américain dans le cadre du « Iraq Liberation Act » en 1998.

Le but politique **Kurde** est l'autonomie et un partage de la richesse pétrolière irakienne. Les Kurdes citent la pression politique des pouvoirs de l'extérieur.

Il y a deux partis politiques des Kurdes : Le **Parti démocratique de Kurdistan (PDK)** dirigé par Massoud Barzani et l'**Union patriotique de Kurdistan (UPK)** dirigé par Jalal Talabani. Les Kurdes se sont dotés de leurs propres administrations, de deux gouvernements, et deux Parlements élus dans leurs zones respectives : l'une dans la partie ouest du Kurdistan (Dohouk, Erbil), l'autre dans les zones frontalières de l'Iran. Le PDK et UPK ont finalement enterré la hache de guerre, acceptant de se partager le pouvoir, le territoire et les ressources. A elles deux, ces forces disposent de plusieurs dizaines de milliers d'hommes en armes. Comme on a dit avant, les Kurdes n'ont pas nécessairement intérêt au renversement de Saddam. Ils espèrent que le maintien du statu quo les conduira, à terme, à transformer leur autonomie actuelle accompli.

Le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), fondé en 1982 et basé à Téhéran. Dirigé par Baqer al-Hakim il dispose de la loyauté de la plupart de la communauté Chiite représentant 60% de la population. Il dispose d'un bras armé connu sous le nom de « Brigade Badr », composée de plusieurs milliers de combattants entraînés en Iran et qui, régulièrement, harcèlent militairement le régime de Bagdad, notamment en menant des incursions dans le sud du pays. L'assassinat par les hommes de Saddam d'un ayatollah Sadeq al-Sadr a quelque peu changé la donne et redistribué les cartes au sein de l'opposition chiite. La République islamique de l'Iran est toujours fidèle à Baqer al-Hakim et pourrait se rapprocher d'autres courants chiites.

L'Accord national irakien comprend surtout des transfuges militaires et politiques qui soutiennent l'idée que les américains doivent essayer de lancer un coup dans l'armée irakienne. On estime que le nombre de gens qui habitent en exil en Europe et aux Etats-Unis

est environs 1,000. Le groupe était établi en 1990 par le chiite Ayad Alawi né en Irak. Ses moyens d'assistance viennent des Etats-Unis, de la Saoudite Arabie, du Koweït et de la Grande Bretagne. Le groupe a essuyé un revers en 1996 quand, selon certains sources, les services secrets ont infiltré ses opérations et pas plus d'une centaine de ses officiers ont été exécutés.

Nizar al-Khazraji était le chef d'état major de l'armée irakienne au moment de l'invasion du Koweït. Il a quitté le pays en avril 1996 et vit aujourd'hui au Danemark. Il ne peut se rendre aux réunions de l'opposition organisées par les Etats-Unis, car il redoute d'être poursuivi pour sa participation à l'opération Al-Anfal, au cours de laquelle des milliers de Kurdes ont été gazés à Halabja. Khazraji reste pourtant un homme clé pour les Américains.

Cherif Ali est l'héritier de l'ancienne dynastie régnante, ce sunnite, cousin du roi Fayçal II, a quitté l'Irak en 1958. Il vit un exil doré à Londres. Certains espèrent le voir devenir le futur roi d'Irak mais c'est peu probable : aux yeux des Irakiens, la monarchie s'est trop compromise avec le système colonial.

Une alternative au régime actuel reste incertain à cause de divisions entre l'opposition. Néanmoins, une tentative pour rallier les différentes factions de parvenir à un accord a été mise en place à Londres en décembre 2002. La conférence a produit un accord qui a mis en œuvre des principes pour une période de transition jusqu'à deux ans⁷. Cet accord provisoire n'est pas encore ratifié par les américains qui, sans doute, décidera quel méthode d'adopter. Toutefois, le Conseil national irakien a averti qu'il n'acceptera pas un gouvernement transitoire mené par un étranger si Saddam est renversé⁸. N'importe quelle solution est adoptée post-Saddam, il faut que les américains fait attention de ne pas aliéner trop de groupes importants pendant qu'ils essayent de satisfaire les pouvoirs régionaux.

⁷ BBC News 12 decembre 2002

⁸(BBC News 20 février 2002)

Le Gouvernement

Depuis l'époque de l'empire Ottoman la région a été réglé par la minorité sunnite. L'élite sunnite joue un rôle cruciale pour opérer le système du gouvernement et bureaucratie. L'organisation la plus importante est le Conseil du Commandement Révolutionnaire (CCR), est officiellement l'organe le plus important en Irak. Théoriquement il choisit le leader : le Président. Le parti politique dominant est le parti Baas. Saddam Hussein est le Président de la République, Première ministre, secrétaire du parti Baas (le parti dominant du pays), chef des armées et Président du Conseil de Commandement de la Révolution.

Il y a un lien très important entre le pouvoir politique, central ou locale, et le structure tribale. Dans ce cas, le pouvoir politique de l'état est exercé par la tribu d'Albou Nasser, la tribu dont sont originaires Saddam et la plupart des personnes qui occupent, depuis 1968, des positions clés dans l'état irakien. Saddam a réussi à bâtir une structure complexe du pouvoir où sa tribu, sa maison et sa parentèle restent son premier cercle de protection. C'est grâce à son cousin lointain Ahmed Hassan al-Bakr, qui est devenu le premier président de la République ba'athiste après le coup d'Etat de 1968, que Saddam devient le deuxième personnage du régime. C'est à l'ombre de ce dernier qu'il arrivera le pouvoir qui lui permettra de l'évincer en 1979. En Irak, très peu de gens ne doivent jamais de loyauté à l'état. On donne plus d'engagement à une tribu, une religion, ou à un groupe ethnique et de plus en plus depuis l'arrivée en pouvoir de Saddam à un individuel. Le noyau du gouvernement créé par Saddam comprennent des membres des famille, le clan des Takriti appartenant à la région de Takrit, d'où son nom. La survie ou l'avancement dépend de la fidélité du personne qui serve Saddam Hussein. Les hommes de ce genre-là retiennent leur prestige (leur maison, leur terrain, leurs voitures et des luxes) grâce à Saddam Hussein. Le patronage et des récompenses jouent leur rôle. Le destin de chaque personne, quelque soit leur origine est contrôlé par Saddam. C'est le Président qui contrôle les jalousies, les suspicions et les querelles grâce à la rente pétrolière. La peur est partout. D'être considéré comme ambitieux invite l'élimination. Ils sont placés aux postes sensibles et acculés aux tâches difficiles, surtout répressives.

La répression du régime est terrible : exécutions par centaines, détentions abusives et les tortures que décrit le rapport d'Amnesty : choc électriques, services sexuels, yeux exorbités, parents torturés devant leurs fils et les femmes ne sont pas mieux traitées. En novembre 1997, le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies a exprimé son inquiétude et exigé que les punitions « cruelles, inhumaines et dégradantes comme les amputations » cessent. Les meurtres en masse sont aussi un outil de pouvoir gouvernemental, 5 000 kurdes ont été gazés à Halabja en 1998.

Mais il y a des fissures⁹. La défection vers la Jordanie en 1995 de Hussein Kamel, cousin et genre du Président, et ministre de la Défense, et les querelles entre Oudai et Koussaï en sont des preuves. Toute forme d'expression politique pendant les trois décennies passées a été écrasée.

Il y avait des rapports¹⁰ qui ont constaté que Saddam Hussein était devenu paranoïde et il avait eu commencé une grande réorganisation des hommes politiques dans le gouvernement, la plus grande depuis la guerre du Golfe. Entre les mois de septembre et octobre il a fait 3 changements dans les ministres de la Défense aérienne, des renseignements militaire, et le bureau sécuritaire spéciale. La dernière est responsable de la sécurité de Saddam et sa proche famille. Le fait qu'il est reporté d'être soupçonné des autres membres de son tribu est un signe de l'ampleur de sa paranoïa. Le seul personne qui a toute la confiance de Saddam est son plus jeune fils Koussaï, 36 ans. Il a acquis de plus en plus de responsabilité de son père. Par exemple, il le redoutable appareil de sécurité et il a été élu au Conseil de Commandement de la Révolution. Il a maintenant plus de responsabilité des forces armées irakiennes. Oudai, le fils aîné, doit prendre rendez-vous pour voir son père. L'ancien directeur du bureau sécuritaire spécial est maintenant le gouverneur de Bassora. Les nominations des hommes haut placés dans le monde militaire et sécuritaire comme gouverneurs des villes où se trouvent les plus grandes opportunités de soulèvement est un signe de sa détermination d'écraser quelque révolte. L'ancien patron du service de renseignement de Mukhabarat, par exemple, est devenu le gouverneur de Kirkuk ; une région très importante comme origine de pétrole.

⁹ (The Times, 26 septembre, 2002)

¹⁰ (The Sunday Times 13 nov 02)

Saddam Hussein a survécu à plusieurs tentatives sur sa vie qui prouvent qu'il y a des gens qui ont la volonté et le courage de changer le régime.

L'opposition, en exil à l'étranger, est localisée sur deux pays. En Grande-Bretagne, où vivent des centaines de milliers d'Irakiens et où 80 partis environ sont répertoriés, et en Iran où l'on compte également plusieurs centaines de milliers d'Irakiens, en général chiites. À l'origine, nous l'avons dit, le parti Baas comptait des chiites en son sein mais ceux-ci ont progressivement été éliminés, au moins des instances dirigeantes, par des exclusions, des expulsions ou des arrestations. De fait, il n'existe pas d'opposition interne reconnue et organisée au sein du parti. Le Baas dirige le pays depuis 30 ans et les sunnites se sont appropriés le parti. Ils assurent en cela la domination de la minorité sunnite sur l'Irak, domination qui remonte à l'époque ottomane.

C'est l'armée qui est la clé de permanence du régime. Une armée avec des hauts rangs dominés par des supporters de Saddam. Mais, pour maintenir le contrôle sur les armées, Saddam procède régulièrement à des purges au sein de l'appareil militaire. On rappellera, à cet égard, que les quatre généraux qui ont succédé au poste de chef d'état-major entre 1970 et 2000 ont tous péri au cours d'accidents orchestrés, selon la rumeur, par les services de sécurité de Saddam. En fait, plus de 400 officiers de l'armée ont fait défection à cause de ce climat de peur.

Politique du Régime

Comme Staline, Saddam instaure, dès sa prise de pouvoir, un culte extrême de la personnalité. Des millions de posters du nouveau président sont imprimés et collés un peu partout¹¹. Des panneaux géants à son effigie envahissent les villes et les villages. Saddam est représenté en Bédouin, en costume kurde, en touriste, en militaire, et même en habit tyrolien. Le Grand-oncle, comme il se fait appeler, est partout : sur des montres, des tableaux, des décorations d'appartements, sur les pierres de palais, à la une de tous les quotidiens, au début de chaque journal télévisé. Toutes sortes de bâtiments, d'édifices publics, de rues, de stades portent son nom. Des poèmes, des chansons, des livres sont écrits à sa gloire.

¹¹ (Le Nouvel Observateur, sep 2002)

Le régime irakien a adopté une politique extérieure basée sur l'objectif de provoquer l'érosion de l'embargo. L'importance du pétrole irakien pour les marchés mondiaux le fait difficile pour tous les pays occidentaux de parvenir à un accord en ce qui concerne une collaboration de politique vers l'Irak. La crise irakienne a produit un grand fossé entre les deux camps de pays du monde. Saddam a pris l'avantage des divisions qui existent entre les opinions diverses des pays et il en a profité.

Mais l'accord de l'O.N.U. en décembre 1996, pour une reprise limitée des exportations de pétrole, constitue une sorte de garantie internationale pour le régime du président irakien et la confirmation que les occidentaux préfèrent encore un dictateur vaincu à un éclatement de l'Irak en plusieurs entités antagonistes. C'est à n'en pas douter une bonne nouvelle pour le perdant de la guerre du Golfe. A lui maintenant de déployer son talent et d'exploiter les contradictions entre les Etats-Unis et ses alliés européens (particulièrement les français), que les richesses pétrolières de l'Irak ne manqueront pas de susciter dans un avenir plus ou moins proche. L'Irak réserve deuxième mondiale de pétrole. Depuis 1991 une partie de la production est consommée sur place, le des médicaments et de la nourriture conformément à la résolution n°706 (15 août 1991) des Nations Unies.

Résolutions de l'ONU

Les résolutions de l'ONU concernant l'Irak sont si multiples, les articles si compliqués et parfois contradictoires qu'ils laissent libre cours à toutes les interprétations. C'est ça la complication. Actuellement, un embargo est mis en place, largement dirigé par les Etats-Unis, depuis la guerre du Golfe. Des échanges de pétrole contre la nourriture, des médicaments et des équipements de base sont en œuvre, mais ne suffisent pas à couvrir les besoins. La question se pose de savoir si la répartition de ces échanges est égalitaire dans un pays dirigé par une dictature sanguinaire depuis des décennies. Pendant que le pays rentre au tiers monde Saddam n'a cessé de s'enrichir. Un quart des exportations irakiennes de brut échappe au contrôle de l'ONU pour la plus grande prospérité de sa famille et ses supporters. La situation sanitaire, notamment pour les pauvres, les enfants et les personnes âgées est extrêmement préoccupante : le taux de mortalité infantile (chiffres à l'Annexe) est particulièrement élevé pour un pays disposant d'un tel potentiel pétrolier et les médicaments,

malgré des accords avec l'ONU ; manquent cruellement pour soigner les infections. Un exemple : avec l'embargo, un nombre des stations de pompage et de traitement d'eau sont devenues vétuste, voire inutilisable en raison de leur vieillissement et de l'absence quasi-totale de pièce de rechange. Ce sont des délais de 6 à 9 mois qui sont nécessaires pour importer des pièces de rechange ou des produits chimiques nécessaires au traitement de l'eau. Plus l'embargo perdure, plus les dommages s'aggravent avec un impact maximum sur l'environnement et sur la santé de la population.

L'instabilité politique

On peut constater de l'histoire de L'Irak qu'elle a toujours été profondément marquée par une grande violence politique. Cette violence politique est à la fois le fruit et la source de l'instabilité politique du pays. Les frontières artificielles qui ont été fixées par les Britanniques ont produit un pays de stabilité fragile avec une multitude de peuples ethniques. Le pays a bien une histoire tourmentée. Entre 1919 et 1958, date de la chute de la monarchie, l'Irak a connu huit révoltes kurdes, neuf insurrections chiïtes et trois pogroms¹².

Il y a une opinion tenue par de certains commentateurs que c'était une bonne opportunité d'établir un état kurde, un état jamais atteint et une possibilité se repenti par les Kurdes irakiens actuellement. Un rapide tour d'horizon des voisins de l'Irak permet de constater que, de la Syrie à l'Arabie Saoudite, en passant par la Turquie, l'Iran et le Koweït, tous ont des griefs contre Bagdad. A l'exception de l'Iran tous ces pays ont pris part à l'opération « Tempête du Désert » ou l'ont soutenue, ce qu'il en soit suffirait à nourrir le contentieux, mais chacun d'eux à d'autres motifs de discorde avec l'Irak.

La Syrie, ennemi traditionnel, n'a jamais accepté l'annexion de la région de Mossoul. Elle a toujours considéré que cette région devait lui revenir parce que la région des ports syriens constitue le débouché naturel du vilayet de Mossoul. Damas, berceau du parti Baas, accuse par ailleurs Bagdad de s'être éloignée de la doctrine des origines. Enfin, la Syrie et l'Iran cultivent une amitié traditionnelle destinée à contenir l'Irak. Nous avons dit que la construction par la Syrie du barrage de Tabqa avait provoqué une vive réaction de la part de l'Irak. L'Irak a accusé plusieurs fois le Syrie de retenir les eaux de l'Euphrate¹³.

¹² (*L'Express* 31 Oct 2002)

¹³ (Les problèmes de l'eau au Moyen-Orient, Géographie en Seconde)

La Turquie est une ancienne puissance coloniale. A ce titre elle a des prétentions sur certains intérêts irakiens. Elle n'a jamais accepté la cession imposée par les anglais du vilayet de Mossoul, en 1924, et considère que cette région devra lui revenir un jour. La présence de turcophones et de richesses pétrolières dans cette région est d'ailleurs de nature à alimenter ces velléités. Mais la principale source de tensions demeure l'implication de la Turquie dans la question du Kurdistan. Ankara manipule depuis longtemps en effet les différentes factions kurdes du nord de l'Irak à fin de peser de tout son poids sur cette région, mais aussi à des fins de politique intérieure, la Turquie étant également confrontée au problème de la minorité. Une autre source de tension entre les deux pays est la construction du barrage Atatürk au début de 1990. La Turquie est accusée non sans raison de ne pas avoir honoré les engagements antérieurs¹⁴. En plus, la Turquie a annoncé la construction d'un autre barrage à moins de 50km de la frontière syrienne.

L'Arabie Saoudite s'oppose à l'Irak depuis longtemps. Cette opposition est à la fois religieuse et politique. Le régime saoudien repose sur le wahhabisme, mouvement réformateur musulman puritain du XVIII^e siècle. Aussi, dès le début du XIX^e siècle, les saoudiens ont-ils cherché à annexer le sud de l'Irak, en procédant à la conquête des villes saintes chiites et en y détruisant les principaux monuments. Plus récemment, dans la première moitié du siècle, la lutte politique entre Hachémites du Hedjaz et Saoudiens du Nedj pour le contrôle de la péninsule s'est traduite par la victoire des saoudiens. Aujourd'hui, les saoudiens craignent l'expansionnisme irakien et Bagdad perçoit l'Arabie Saoudite comme un régime conservateur réactionnaire, inféodé aux américains dont ils serviraient les desseins impérialistes.

¹⁴ Les problèmes de l'eau au Moyen-Orient, Géographie en Seconde

TROISIEME PARTIE : LE FUTUR

Les Options

Nous avons dit qu'il y a deux options face à l'avenir de l'Irak. Primo : le Statu Quo et Secundo : les Etats-Unis a gagné un changement du régime ou Saddam reste en pouvoir. Qui sont impliqués pour chaque option ?

Le Statu Quo

Supposons que les inspecteurs de l'ONU ont réussi à achever sa tâche soit par supprimer les armes de destruction massives soit par vérifier qu'il n'existe pas de telles armes. Garder le régime ? Les événements les plus récents indique que cette option soit non plus valable. Les Etats Unis a déclaré l'intention de changer le régime, seul s'il faut. Même si l'ONU se voit alors contrainte de décerner à Saddam un certificat de bonne conduite et exige que les sanctions contre l'Irak soient levées. Saddam est gagnant sur tous les tableaux : Il peut continuer à fabriquer en paix ses armes de destruction massive tout en pourtant sans restriction de revenu des ventes du pétrole. C'est cette raison et malgré l'opinion des minimalistes, qu'il semble que les américains sont déterminés de changer le régime. Pour le pays la continuation du régime cruel et tyrannique n'est pas bon pour le peuple ou le pays. Les sanctions tiens bien un étranglement sur la prospérité du pays et la santé des gens. Le pays reste encadré par les six voisins tous ont des griefs contre Bagdad. Il reste le problème et enjeu de l'eau contrôlé par la Turquie et la Syrie. Sans doute, les relations et ces problèmes n'amélioreront pas avec Saddam en pouvoir. La potentielle de l'économie soutenu par les grosses ressources ne sera jamais réalisée et le pays restera toujours comme un paria ainsi que le dirigeant.

Changement du régime

Il y a une opinion qui constate que si on touche en Irak, on touche à l'équilibre de toute la région. On parle de l'attaque attendue sur l'Irak. Si on change le régime de Saddam Hussein, on risque de provoquer d'autres changements. On soupçonne qu'il y a un autre

motif au derrière la politique agressive du Président des Etats Unis. L'expérience de l'Afghanistan soutien le cas vers un changement du régime. Les Etats Unis, avec leurs pays partenaires, avaient du succès en ce qui concerne le défaire et changement du régime Taliban. On peut constater que l'expérience à donné les pays concernés l'encouragement de le faire encore une fois.

« Hier, c'était l'Afghanistan ; aujourd'hui c'est l'Irak ; demain sans doute l'Arabie saoudite. Cela fait beaucoup de choses à changer » relève un diplomate européen.

Les dirigeants dans le Proche Orient et la Ligue arabe ont un dilemme. Ils sont fatigués des activités et des coups de sang de Saddam Hussein mais ils ont peur des conséquences de sa disparition.

La disparition d'un régime qui avait étouffé des nombreuses factions du pays lèvent des défis. La tentation d'intervenir sera forte pour les puissances voisines, tant pour empêcher la situation de s'aggraver que pour profiter des immenses richesses que l'Irak a à offrir. Les Turcs et les Iraniens suivent de près la reconstruction en cours sous l'égard des américains de la résistance kurde. La nation virtuelle des kurdes, Kurdistan, s'étend à travers des pays l'Irak, L'Iran et la Turquie. Si une guerre civile éclat pour gagner l'autonomie du Kurdistan, les Iraniens et les turques s'y opposent¹⁵. Le désir des Kurdes au nord et les Chiites au sud d'échapper la prise de Bagdad était toujours un issu international. Les tribus avaient toujours donné les pays à coté de la frontière des opportunités fréquentes, l'Iran en particulière, de se mêler des affaires d'état irakien. L'approvisionnement des armes aux kurdes par l'ancien shah s'occupe une grande partie de l'armée irakienne. Plus tard, l'appel d'Ayatollah Khomeyni aux kurdes de renverser le gouvernement a provoqué d'une part le déclenchement de la guerre en 1980. Cette région du monde est vitale pour les intérêts américains parce que l'on ne peut pas raisonnablement chasser Saddam et laisser à d'autres le soin de faire le ménage. Il incombera donc aux Etats-Unis de prendre la tête de la mission qui restaurera l'ordre et la stabilité en Irak. Le rétablissement de la stabilité en Irak après l'éviction de Saddam serait un matière d'engagement de long terme. Selon les expériences récentes des Balkans et l'Afghanistan, les américains n'ont pas montré l'inclination de partir le camp une fois les hostilités avaient terminé. Pour accomplir un but satisfait, il faut que les

¹⁵ (*Le Figaro* – 8 octobre 2002)

américains, en concert avec les autres puissances de l'extérieur et de l'intérieur, mènent cette tâche jusqu'au bout.

La force de maintien de la paix dirigée par les Etats-Unis devra assurer que la stabilité régionale ne soit pas ébranlée par l'éviction de Saddam. Le pays doit être libre des grands influences des voisins. Les Etats-Unis doivent prendre compte de soutien des voisins pour justifier l'action, mais, dans les intérêts de peuple irakien, cet influence ne peut pas tant grand. Dans l'histoire, on a maintenu l'Irak une puissance régionale comme un équilibre des forces. Les irakiens étaient, sont et seront très jaloux de leur indépendance. A l'instar des Afghans, ils pourraient choisir le soutien des américains au dépit duquel des pays arabes.

Il va sans dire qu'il faut lever les sanctions rapidement. La reconstruction ne peut pas y arriver sans le soutien complet du monde, les Etats-Unis en particulière. Dans une optique de sécurité à long terme, les Etats-Unis seraient de bien de forger une alliance formelle avec l'Irak.

La monarchie saoudienne n'est pas à l'abri des contrecoups d'un changement de régime à Bagdad. Son importance aux yeux de Washington risque d'en souffrir. Et pas uniquement sur le terrain pétrolier ! Un Irak rénové par les soins de l'équipe Bush reprendrait l'une des premières places sur l'échiquier régional. « Un Irak plus libéral deviendra plus attirant pour les Arabes. L'Irak prendra un rôle de pointe, aux dépens de l'Arabie », prédit même un diplomate du Golfe. Les Saoudiens ne sont pas seuls visés par la nouvelle stratégie régionale des Etats unis. « Les Américains considèrent le Proche Orient comme un homme malade » commente un ambassadeur arabe¹⁶. « Ils ne se limitent plus au double endiguement de l'Irak et de l'Iran . Ils disent aux arabes. La Syrie, qui assiste les Etats-Unis dans son combat antiterroriste, est menacée des foudres du Congrès. L'économie syrienne est, par ailleurs, l'une des plus dépendantes du pétrole et du marché irakien.

C'est hors de question que la gouvernance de l'Irak est rendue par une partie à part d'une partie irakienne. Sinon, le prix à payer risque fort d'être une véritable guerre d'occupation de l'Irak par les Etats-Unis. La reconstruction de l'Irak doit s'arriver sous les auspices des exilés à coté des américains, c'est à dire des représentatifs de toutes les

¹⁶ (Figaro)

composantes de la société irakienne. Le principe fondamental du futur gouvernement doit refléter le principe démocratique : le régime irakien de l'après Saddam sera représentatif de toutes les minorités ethniques en respectant l'Etat de droit et les droits civils, y compris (idéalement) les droits des femmes. Mais dans un tel pays très divers avec plusieurs tribus différents est-ce possible pour ramasser une opposition efficace ? Nous avons déjà raconté que, en décembre 2002, une conférence a pris place à Londres qui a compris les groupes d'opposition irakiens. Après 4 jours de négociation tendue, elle a arrivé à un accord qui a décrit les principes de la politique et des structures pour une période de transition jusqu'à deux ans. En plus, un comité comprenant 75 membres a été établi pour agir comme une pointe de contact avec le reste du monde.

La conférence, a été assistée par des groupes d'opposition y compris les Kurdes irakiens basés au nord du pays, les musulmans Chiites qui a leur siège a Téhéran, plusieurs officiers militaires irakiens et le Conseil national irakien (CNI) d'Ahmed Chalabi. Comme on a déjà discuté la Turquie opposerait un rôle pour les Kurdes pour craint d'un établissement d'un état kurde en établissant un précédent pour les douze millions d'habitants kurdes qui résident en Turquie. En même temps, les Kurdes ne rendraient pas l'autonomie qu'ils ont gagnée depuis dix ans. A la conférence, les dirigeants des parties PDK et UPK ont déclaré qu'ils n'aideraient pas la chute de Saddam sans connaître le nom de nouveau président.

La Turquie redoute les aspirations « séparatistes » des Kurdes d'Irak et reste hanté par la perspective de voir un état Kurde indépendant à sa frontière méridionale encourager sa propre minorité dans sa lutte pour l'indépendance. C'est le seul pays de la région dont l'armée procède à des incursions quasi routinières au Kurdistan irakien. Les dirigeants du PDK comme ceux de l'UPK veilleront à ce que les Etats-Unis offrent des garanties substantielles, notamment en ce qui concerne la non-intervention de la Turquie.

Les Etats-Unis se méfient du CSRII à cause de ses liens avec Téhéran ainsi que, dans une certaine mesure, avec la Syrie. Le risque d'un émergence d'un régime dominé par une partie lié avec Téhéran et Damas est un moyen de dissuasion.

L'Irak présente encore une particularité qu'il ne faudrait pas sous-estimer : le rôle central que jouent les forces armées depuis la naissance de l'Etat. Les dirigeants irakiens, y compris Nouri Saïd Pacha, puissant premier ministre de l'époque monarchique, ont tous sans

exception été des militaires ou des hommes liés à l'armée. Donc, il y a une opinion qui cite que l'allié le plus important est l'armée irakienne mais il est loin de certain comment répondre les officiers actuels aux appels américains d'évincer Saddam, les officiers qui possèdent beaucoup d'intérêt dans le régime actuel. Ça sera l'armée qui doivent contrôler l'effet de colère étouffée depuis quelques décennies. La violence associée à un changement du régime était toujours présent pendant l'histoire de l'Irak. Le roi Faisal II et les membres de sa famille ont été tués devant le palais royal, le premier ministre était traîné sur les rues et la ville de Mossoul était bombardée.

Une chose est probable : les américains doivent être présent pour empêcher les mauvaises personnes de prendre le pouvoir. Mais qui est la bonne personne ? Y a-t-il un bon candidat ? On a déjà discuté que l'histoire de l'Irak a produit des dirigeants toujours liés avec les forces armées. Pour faire basculer l'Irak du régime Baas vers la démocratie, faut-il trouver un homme qui doit être une personnalité ayant fait carrière dans l'armée ?

Les exemples récents de la Bosnie et de l'Afghanistan peuvent certes alimenter le débat, mais le choix d'une personnalité pour diriger le pays n'est pas fait. L'installation d'un pôle de démocratie dans la région, évoquée il y a peu par le président Bush, est à la fois périlleuse et nécessaire. "Certains ont mis en avant l'idée d'une 'cantonisation' selon le modèle fédéral de la Suisse, mais le danger est un développement à la libanaise, avec un Etat unitaire miné par de guerres incessantes entre différents groupes religieux." Selon l'éditorialiste du quotidien de Boston, "construire une démocratie en Irak n'est pas un programme quinquennal, et se débarrasser du régime de Saddam Hussein pourrait être la partie la plus facile".

CONCLUSION

Soumis à l'embargo international depuis 1990, eseuilé sur la scène diplomatique, l'Irak de Saddam Hussein est aujourd'hui un pays épuisé par les frasques de son Président. Pourtant, solidement soutenu par le parti Baas et l'armée, Saddam Hussein paraît toujours inébranlable. L'Irak reste incontournable dans le contexte moyen-oriental, même aujourd'hui, alors que le pays est soumis aux contrôles et aux sanctions de l'ONU, pour avoir envahi et annexé le Koweït en 1990. Mais, le lecteur est mis au commencement de ce mémoire. On

peut prévoir deux conditions : Primo: ce pays a le potentiel de reprendre, a long terme, sa place dans la communauté mondiale mais il faut évincer Saddam et il faut que l'opposition réunisse et qu'elle forme un gouvernement viable. L'opportunité pour attirer l'investissement étranger et donc pour améliorer le niveau de vie des citoyens irakiens serait très bien. L'Irak possède toujours la main-d'œuvre et les ressources de changer ses fortunes pour le mieux. Secondo : si Saddam reste en pouvoir l'avenir pour le pays sera limité. Il reste une chance que, si l'équipe d'inspection de l'armement trouve qu'il n'y a pas d'évidence d'armements de destruction massive ou Saddam coopère complètement en rendant tous ses armes que les sanctions seront réduites. Néanmoins, pendant que Saddam reste en pouvoir, l'Irak ne réalisera jamais sa pleine potentielle économique. Les minimalistes, européens ou américains, estiment qu'une stratégie de confinement est plus sûre : tel « expert » militaire met en garde contre les initiatives « imprévisibles » ou « suicidaires » que Saddam pourrait prendre s'il se sentait « directement menacé ». Mais en laissant un tel dictature en place on laisse aussi les sanctions en place. Des échanges de pétrole contre la nourriture, des médicaments et des équipements de base sont en œuvre, mais ne suffisent pas à couvrir les besoins. La question se pose de savoir si la répartition de ces échanges est égalitaire dans un pays dirigé par une dictature sanguinaire depuis des décennies. La situation sanitaire, notamment pour les pauvres, les enfants et les personnes âgées est extrêmement préoccupante : le taux de mortalité infantile est particulièrement élevé pour un pays disposant d'un tel potentiel pétrolier et les médicaments, malgré des accords avec l'ONU ; manquent cruellement pour soigner les infections. Une citation d'un membre de l'équipe a bien résumé la situation quand il a dit « Alors que l'Irak était un pays technologiquement tout à fait au point en matière de traitement des eaux, la guerre du Golfe et l'embargo l'ont renvoyé à l'état de pays du tiers monde ». Un constat qui peut malheureusement s'appliquer également en terme de santé public et éducation. Le pays restera encadré par des pays voisins, la Syrie à l'Arabie Saoudite, en passant par la Turquie, l'Iran et le Koweït, tous ont des griefs contre Bagdad. A l'exception de l'Iran tous ces pays ont pris part à l'opération « Tempête du Désert ». La continuation d'un régime cruel oblige les groupes d'opposition de rester à l'étranger, frustré qu'ils ne puissent pas assumer un rôle positif pour leur peuple. Un tel nombre de raisons existe pourquoi le future de l'Irak est sombre pendant que Saddam reste en pouvoir.

Si l'élimination de Saddam se produit- dans le cadre d'une opération militaire ou à travers un ensemble d'opérations à la fois militaires et politiques, elle présente des risques :

l'éclatement de l'Irak, une guerre civile parmi les divers tribus, et même l'installation d'un régime intégriste à Bagdad, sunnite ou chiite. Cela contraint les Etats-Unis à intervenir de façon prolongée dans ce pays, et en fait d'en assurer la reconstruction. Avec un joker : le pétrole. L'Irak dispose des plus grosses réserves du Moyen-Orient et donc du monde après l'Arabie Saoudite. Cette richesse est actuellement « gelée », en vertu des sanctions prises par l'ONU après la guerre du Golfe en 1991. Mais un Irak « démocratique » un recouvrerait immédiatement la pleine jouissance. Le nouvel Irak pourrait servir de laboratoire à une démocratisation de l'ensemble du Proche Orient et du Moyen-Orient islamique. La reconstruction de l'Irak doit s'arriver sous les auspices des exilés à coté des américains, c'est à dire des représentatifs de toutes les composantes de la société irakienne. Le principe fondamental du futur gouvernement doit refléter le principe démocratique : le régime irakien de l'après Saddam sera représentatif de toutes les minorités ethniques en respectant l'Etat de droit et les droits civils.

Grâce à l'industrie pétrolière, la potentielle d'attire d'investissement étranger est énorme. Il représente un Eldorado pour tous les entreprises mondiales. La basse niveau d'infrastructure et d'investissement actuel est à un tel niveau qu'il faudra dépenser un énormément d'argent pour lever l'efficacité de l'industrie. Même actuellement, face à la possibilité d'une autre guerre quelques entreprises se positionnent pour le futur. Si l'Irak réalise le potentiel énorme de l'industrie pétrole, il serait l'un de les plus forts pays dans la région. Le retour de Bagdad sur le marché du pétrole remettrait en question la position dominante que détiennent actuellement les wahhabites d'Arabie Saoudite. On peut constater que la prise du pétrole irakien par les américains leur permettrait de prendre de la distance envers une Arabie Saoudite qui est à la portée des terroristes.

Un Irak « démocratique » serait dans une position plus fort pour faire face aux problèmes domestiques et étrangères. Il profiterait du soutien des plusieurs d'autres pays démocratiques pour maîtriser la reconstruction de l'économie et le rapport avec ses voisins soit les problèmes de l'eau, soit la revendication du territoire soit une différence de fondamentalisme.

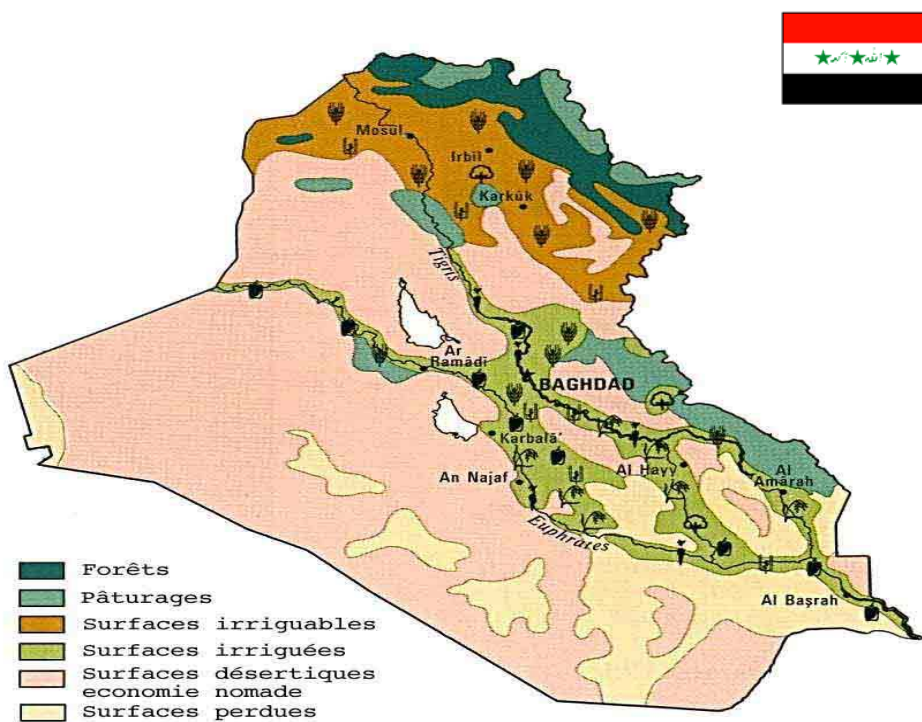
Le choix simple est si le régime de Saddam reste en pouvoir l'Irak restera un pays paria paralysé par un régime brutal et par des sanctions économiques. Si le régime change, cela lui permet d'ouvrir des portes d'opportunités économiques et politiques afin de prendre sa propre position à la politique du monde.

BIBLIOGRAPHIE

1. Les défis de l'après-Saddam, Politique internationale - Philip Gordon et Michael O'Hanlon.
2. Radiographie de l'opposition irakienne, Politique internationale – Abdulmir al-Rekaby.
3. Irak : Bientôt la délivrance - Entretien avec le général Najib Al Salhi par Amir Taheri.
4. L'empire contre l'Irak – Le monde diplomatique, Manière de voir 67.



Les barrages des rivières Euphrate et Tigre



Le paysage de l'Irak

SANTE ET DEMOGRAPHIE- IRAK**Santé**

Personnel et Services	nombre	habitants par	
Hôpitaux :	177	116,384	
Lits d'hôpital :	33,908	608	
Médecins :	9,366	2,199	
Dentistes :	1,577	13,063	
Pharmaciens :	1,552	13,273	
Personnel infirmier :	11,964	1,722	
Sages-Femmes :	2,267	9,087	
Natalité et mortalité			
		1970	2002
Taux de natalité (pour mille)	n. d.		34.2 pour 1000
Taux de mortalité (pour mille)	n. d.		6
Indicateur de fécondité (enfants/femme)	n. d.		6,6
Taux de mortalité infantile (pour mille)	n. d.		58
Espérance de vie			
Hommes	n. d.		65
Femmes	n. d.		67
Accès aux soins de santé(%) 98%			
Vaccination contre la rougeole(%d'enfants de moins d'un an)	73%		
Vaccination DPT(%d'enfants de moins d'un an)			69%

(n. d. signifie que les données ne sont pas disponibles)

Consulter la section Aide pour toutes définitions et explications.

Population

(Population en milliers)

Population : 24,001,816

Densité de la population : 47,47 km²

Taux d'accroissement annuel : 3,6%

Taux de dépendance : 88%

Population urbaine: 70%

Migration nette : 0,4 p.mille

Origine : PopulationData.net

CHIFFRES D'ECONOMIE DE L'IRAK

Unité monétaire :	Dinar irakiennes : dinar = 0,0003466 Euros (août 2002)
PIB fin 2000:	57 Milliards de dollars
PIB par habitant:	2,500 dollars
Taux d'inflation :	100% (2000)
Croissance annuelle:	2% (1996)
Dettes extérieures :	139 milliards de dollars (2000)
Productions principales ressources réserves :	13,6 milliards de dollars - 2e rang mondiale
Pétrole :	production 29,9 millions de tonnes: 11 millions de tonnes sont consommés dans le pays, le reste est échangé contre médicaments et nourriture
Gaz naturel :	production minime
Exportations :	34 millions de dollars = exportation du pétrole, en dépit de l'embargo, vers la Jordanie, la Turquie et l'Iran(1993)
Rapport export/import (export en % des import.) :	34 millions de dollars / 192 millions de dollars = 17%(1993)
Volume des exportations :	(1990-98, en -1,2 % de la croissance moyenne annuelle)
Assistance par habitant (en 1999) :	\$3
Index de production de nourriture :	(1998-2000 : 77,7 1989-91 : 100)
Index de production de bétail :	(1998-2000 : 65 1989-91 : 100)
Nombre de téléphones portables (1999, par 1000 habitants) :	0
Nombre de Quotidiens achetés (1999, par 1000 habitants) :	19
Nombre de téléviseurs (1999, par 1000 habitants) :	83
Relations commerciales (2002):	
	Exportations vers Chine, France, Russie, Suisse
	Importations vers Egypte, France, Russie, Vietnam

LES RESOLUTIONS DE L'ONU

Depuis la guerre du Golfe le Conseil Sécuritaire des Nations Unies a passé plusieurs résolutions pour adresser nombreux problèmes posés par le régime irakien. Les problèmes ont varié d'annuler la potentielle du pays de développer les armements de destruction massive et d'empêcher les armées irakiennes de menacer les populations ethniques dans les frontières du pays. En détails, les résolutions sont :

UNSCR = Résolution du Conseil Sécuritaire des Nations Unies.

2-6 AOUT 1990

UNSCR 660

La résolution 660 a exigé que l'Irak se rende immédiatement ses troupes aux positions tenues avant l'invasion de Kuwait.

UNSCR 661

La résolution 661 a imposé des sanctions économiques globales à l'Irak mettant fin à tout les importations et exportations en Irak sauf le commerce des alimentations, des médicaments et des approvisionnements humanitaires. Le comité 661 a été crée pour superviser les sanctions.

3 AVRIL 1991

UNSCR 687

La résolution 687 a crée une force d'observateur de l'ONU pour surveiller la zone dé militaire. La résolution a exigé la destruction, la suppression ou neutralisation d' ;

- i. Tous armements chimiques et biologiques, et tous les stockages d'agent et de composants.
- ii. Tous les installations de recherche, de développement, de soutien et de fabrication des missiles balistiques avec une portée plus de 150km et les installations associées de réparation et de fabrication.

La résolution 687 a créé une commission spéciale – UNSCOM – pour examiner les installations chimiques, biologiques et nucléaires. On a exigé que l'Irak se rende tous les armements biologiques et chimiques à UNSCOM et que l'Irak respecte le Traité de 1968 de non-prolifération des armements nucléaires. La résolution a exposé brièvement ces exigences d'une partie d'un projet plus grand pour créer une zone au Moyen Orient libéré des armements de destruction massive dans le but d'obtenir un objectif global d'une interdiction mondiale des armements chimiques.

5 AVRIL 2002

UNSCR 688

Le Conseil Sécuritaire a condamné les mesures répressives rendu par le régime irakien contre les civiles et a exigé l'accès pour les groupes humanitaires. A la fin de la guerre, les soulèvements contre le régime par les Kurdes au Nord de l'Irak et contre les musulmans Chiites dans le sud du pays ont été réprimés par les forces militaires irakiennes. La coalition de la Guerre du Golfe a fait très peu d'arrêter les soulèvements, mais les Etats unis, le Royaume Uni et la France a créé un refuge dans le nord du pays et une zone « no-fly » sous l'égide de la Résolution 688. Une autre zone a été créée dans le nord du pays et élargi en 1996.

15 AOÛT 1991

UNSCR 706

Cette Résolution a proposé que l'Irak exporte jusqu'à 1,6 milliards de dollars de pétrole, les revenus duquel serait déposé sur un compte géré par l'ONU. On ne peut acheter que de la

nourriture, des médicaments et des autres essentiels pour une période de six mois. Une partie de ce compte serait utiliser compenser le Kuwait et le coût des opérations de l'ONU.

UNSCR 707

Cette résolution a souligné le besoin de l'Irak de permettre à l'UNSCOM et l'Agence d'énergie atomique internationale (IAEA) d'accéder tous les endroits ce qu'il faut. L'Irak a été ordonné l'Irak de ne pas déplacer ou cacher tout ce qui comporte des choses nucléaires, chimiques ou biologiques.

15 OCTOBRE 1994

UNSCR 949

Cette résolution a exigé de l'Irak de:

Se retirer ses forces déployées au sud du pays aux positions originales.

Ne pas utiliser aucune force d'une manière hostile et provocante pour menacer soit les pays voisins soit les personnels de l'ONU travaillés en Irak.

Ne pas redéployer ou augmenter ses forces militaires dans le sud du pays.

L'Irak a été ordonné de se plier complètement avec les inspecteurs de l'UNSCOM.

14 AVRIL 1995

UNSCR 986

Discuté dans la résolution 706, cette mesure a été réalisée en 1996 après acquiescement l'accord de l'Iraq.

Sous ses termes, ca permet à l'Irak de :

Vendre de pétrole en échange pour la nourriture comme « une mesure temporaire pour fournir pour le peuple de l'Irak les besoins humanitaires ».

Exporter des produits pétroliers au taux des milliards de dollars tous les 90 jours.

L'Irak devait payer tous les revenus sur un compte géré par l'ONU avec un comité établi pour contrôler les processus d'échange.

27 MARCH 1996

UNSCR 1051

L'ONU a reconnu le besoin pour le contrôle des importations et des exportations par l'UNSCOM et le IAEA. La résolution a appelé aux pays, qui ont exporté des produits qui peuvent être utilisés pour fabriquer des armements, d'en aviser l'UNSCOM.

12 NOVEMBRE 1997

UNSCR 1137

Cette résolution a condamné les violés fréquents de l'Irak des dernières résolutions et a exigé que l'Irak se plie avec les inspecteurs de l'ONU. Des restrictions voyagés ont été imposées sur les officiels irakiens qui ont bloqué les inspecteurs.

17 DECEMBRE 1999

UNSCR 1284

La Commission d'inspection, vérification, et surveillance de l'ONU (UNMOVIC) a remplacé l'UNSCOM. L'Irak a été ordonné de permettre aux équipes de l'UNMOVIC l'accès immédiat et inconditionnel aux tous les sites et les installations d'armements. La résolution a exigé que l'Irak améliore la situation humanitaire dans le pays. En plus, elle a levé le seuil sur les exportations pétrolières.

14 MAY 2002

UNSCR 1409

Cette résolution a affirmé l'engagement du Conseil Sécuritaire de maintenir l'intégrité du territoire de l'Irak. La résolution a rédigé une liste de produits – la Liste de révision de produits – scrutée par le comité des sanctions.

2002

UNSCR 1441

Cette résolution a exigé que l'Irak confirme qu'il se conformerait à la résolution du Conseil dans 7 jours. Dans 30 jours, l'Irak doit dévoiler tous les programmes, les installations et les matériels usés par la production d'armements de destruction massive. Dans 45 jours, il faut permettre aux inspecteurs de refaire leurs inspections. Par la suite, les inspecteurs ont 60 jours pour rendre compte au Conseil de sécurité des transgressions faits par les irakiens.

25 NOVEMBRE 2002

UNSCR 1443

Par sa résolution 1443, le Conseil de sécurité proroge la phase du pétrole contre vivres pour une période de 9 jours et se terminant le 4 décembre 2002.

4 DECEMBRE 2002

UNSCR 1447

Le conseil a décidé de proroger le programme pétrole contre vivres de 180 jours jusqu'au 3 juin 2003.